

## PROCHE-ORIENT

# Condamner oui, agir non?



Pas facile de manifester pour la paix au Proche-Orient. Lundi dernier, des islamistes purs et durs réclamaient la destitution de l'Etat d'Israël, alors que le comité d'organisation demandait des sanctions pour qu'Israël quitte les territoires occupés. (photo: Ines Kurschat)

**Manif au centre européen le lundi, débat à la Chambre le mardi - le conflit israélo-palestinien ne passe plus à côté du Grand-Duché. Impossible donc de ne plus prendre position.**

C'est rare et c'est d'autant plus remarquable: la Chambre des Député-e-s a adopté à l'unanimité une motion invitant le Gouvernement à "oeuvrer au sein des institutions nationales afin de demander aux parties en conflit de cesser immédiatement les violences, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU". Mais l'unanimité parlementaire ne se limite pas à ces vœux pieux, elle devient relativement concrète si l'on analyse certains dispositifs de la motion adoptée: en effet, à côté d'une garantie pour la sécurité d'Israël, les député-e-s font leur la revendication d'un "Etat palestinien viable et démocratique, à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues".

Si la motion ne définit pas de façon précise les limites d'un tel Etat palestinien, il était frappant que les orateurs des différents partis politiques aient fait largement référence aux frontières

telles qu'elles existaient avant la fameuse guerre des six jours de 1967. Israël y avait occupé la Cisjordanie et la bande de Gaza.

La motion condamne fermement les attentats-suicides palestiniens dirigés contre les civils israéliens et souligne la "nécessité pour le Président Yasser Arafat de coopérer activement à la mise en place de structures de sécurité pour arrêter enfin" ces mêmes attentats. Mais elle n'est pas tendre avec les Israéliens non plus, évoquant l'occupation et la destruction de villes et de villages palestiniens, la mise à sac d'infrastructures, ainsi que l'humiliation systématique de la population palestinienne.

Se basant sur les "témoignages concordants de la Croix-Rouge Internationale, d'Amnesty International, de Médecins sans Frontières, de Caritas Internationale et d'autres ONG" présentes sur le terrain, les député-e-s mettent en avant le comportement inacceptable de l'armée israélienne et font même état de violations graves des Droits de l'Homme.

## De l'intervention...

Comment donc arrêter les violences? Si les parlementaires ne donnent pas de réponse à cette question préoccupante, ils demandent cependant "que des mesures soient envisagées en ce qui concerne l'envoi d'une force internationale d'interposition et d'observation dans la région sous la conduite de l'ONU".

"Envisager des mesures" - cela reste suffisamment vague pour que même les député-e-s de la majorité puissent souscrire à une telle revendication. Mais cela dépasse l'approche de notre Ministre des Affaires Etrangères, Lydie Polfer, qui ne parle que "d'observateurs", qui devraient vérifier "la réalité du cessez-le-feu". Israël a refusé jusqu'à présent une force d'intervention et les Etats-Unis ont avorté par leur droit de veto toutes les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU allant dans cette direction.

Difficile donc d'imaginer que la diplomatie luxembourgeoise suivra la demande du Parlement. Deux jours avant le retour du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Colin Powell, Lydie Polfer a continué à porter tous ses espoirs sur l'issue de cette mission, alors que les Israéliens n'ont toujours pas commencé à se retirer des territoires nouvellement occupés.

Pire encore, lors du séjour de Powell dans la région, de nouvelles incursions ont eu lieu et un des proches de Yasser Arafat, Marwan Barghouti, a été arrêté. Alors qu'Arafat reste "intouchable" pour Sharon, Barghouti est présenté comme étant l'un des principaux artisans des attentats-suicides.

Or au début des années 90 Barghouti était un des plus fervents défenseurs du processus d'Oslo. Dans un récent article au Washington Post il s'est défendu d'être un terroriste: "Je ne cherche pas à détruire Israël, mais seulement à mettre fin à l'occu-

pation de mon pays."

Jean Huss, des Verts, a condamné cette arrestation et a exigé qu'Israël traite son prisonnier avec tout le respect nécessaire. Pour le socialiste Ben Fayot, la méthode Sharon, à savoir la destruction systématique de l'autorité palestinienne, va justement à l'encontre du but affiché: la sécurité pour l'Etat d'Israël. Le sentiment d'impuissance et d'humiliation parmi la population palestinienne est renforcé. Un désespoir, qui constitue la base d'une logique suicidaire, commune à tous ceux qui n'ont plus rien à perdre.

## ... au boycott

Si la motion de la Chambre invoque aussi l'accord d'association euro-méditerranéenne entre l'Union européenne et Israël comme l'un des instruments capable de ramener le gouvernement Sharon à la table des négociations, les député-e-s étaient loin d'être unanimes sur un boycott économique envers l'Etat d'Israël.

Contrairement à l'idée d'une force d'intervention, de telles mesures économiques pourraient être décidées de façon unilatérale, sans qu'il y ait consentement des Etats-Unis. C'est pourquoi, le parti des Verts avait déposé une résolution, qui demandait "d'envisager de suite des sanctions économiques au niveau européen et international à l'encontre de l'Etat israélien, si celui-ci continue sa politique d'occupation répressive". Le POSL et la Gauche se sont joint à cette revendication, alors que les porte-parole du parti libéral et du PCS (Paul Helming et Marcel Glesener) ont refusé d'aller dans cette direction.

Leur argument, repris par la Ministre des Affaires Etrangères, est que l'image de marque de l'Europe auprès des citoyen-ne-s d'Israël est déjà très négative. D'ailleurs, Sharon ne veut rien entendre d'une participation européenne à une éventuelle conférence de paix régionale. Un appel au boycott européen risquerait de renforcer cette position anti-européenne et laisserait aux seuls Américains le droit d'initiative dans la région.

L'opposition parlementaire ne l'a pas vu ainsi: seule une position ferme et unie permettra à l'Europe de jouer à nouveau un rôle dans cette partie du monde. Mais, comme l'a montré la réunion du Conseil des Ministres des affaires étrangères, lundi dernier, une unanimité à ce sujet ne se fera probablement jamais.

Richard Graf

## Déchets toxiques sous pavillon luxembourgeois

Dans l'affaire du "Flandre", un navire usé devant être démantelé dans de mauvaises conditions au Bangladesh, le ministère des transports avait dénié toute responsabilité: le Flandre appartient certes à une société luxembourgeoise, Euronav, mais navigue sous pavillon libérien (woxx no 633). Greenpeace, qui avait rendu publique l'affaire, annonce qu'elle vient de mettre le tanker "Methania" sur la liste des 50 navires dont on craint qu'ils ne soient démantelés prochainement en Asie. Or ce bateau navigue bien sous pavillon luxembourgeois et appartient par ailleurs à l'armateur luxembourgeois Exmar. Greenpeace base son classement sur l'âge du bateau ainsi que sur le fait qu'Exmar a commandité une série de nouveaux tankers. L'organisation rappelle que les navires construits il y a 25 ans contiennent nettement plus de substances toxiques, en particulier des métaux lourds et de l'amiante, que ceux plus récents. La pratique répandue de procéder au démantèlement en Asie revient moins cher aux armateurs, mais se fait aux dépens de la main d'oeuvre et de l'environnement local. Greenpeace considère qu'il s'agit d'une exportation de déchets toxiques, contraire à la Convention de Bâle.

[www.greenpeace.org/shipbreak](http://www.greenpeace.org/shipbreak)

## Bauschutt als Druckmittel

Mit ganzseitigen Anzeigen machen die Bauunternehmer derzeit Druck auf die Regierung. Sie appellieren an das Wahlvolk, mit einzustimmen bei der Forderung, endlich genug Bauschuttdeponien zu schaffen. Aber nicht nur in der Öffentlichkeit wird auf eine möglichst schnelle Lösung eines gar nicht so neuen Problems gedrängt. In den Baubetrieben ist immer mehr die Rede von Arbeitslosigkeit aus technischen Gründen. Der OGB-L, der sonst nicht müde wird, für die Schaffung von Deponien einzutreten, verwehrt sich jetzt gegen den Versuch, die ArbeitnehmerInnen der Baubranche quasi als Geiseln zu missbrauchen. Die Gewerkschaft verdächtigt die Arbeitgeber vielmehr, ihre wirtschaftlichen Probleme mit der "Bauschutt-Entschuldigung" lösen zu wollen. Sollte es trotzdem zu Kurzarbeit oder gar Entlassungen kommen, will der OGB-L jeden einzelnen Fall prüfen und notfalls auch zu gerichtlichen Mitteln greifen, um gegen ungerechtfertigte Entlassungen anzugehen. Anstelle von Panikmacherei fordert der OGB-L die Arbeitgeber, die Regierung und die Gemeindeverwaltungen auf, Wege der Wiederverwertung für die alltägliche Praxis zu finden und vor allem kurzfristige Lösungen zu erarbeiten.

## Luxemburger Kids in Den Haag

Am Rande des Ministertreffens des UN-Urwaldgipfels gingen am Mittwoch in Den Haag rund 1.000 Kids aus aller Welt, darunter auch 22 aus Luxemburg, für den Schutz der Urwälder auf die Straße. Die Greenpeace-Kampagne "Kids for Forests" hatte zur Protestkundgebung eingeladen. Mehrere EU-Umweltminister empfingen die Kinder, um ihre Forderungen zum Urwaldschutz anzuhören. "Das finde ich ganz toll, was Ihr da auf die Beine gestellt habt", säuselte der deutsche Jürgen Trittin ergriffen ins Mikrofon.

"Ich bin nach Den Haag gekommen, damit die Politiker die Holzfäller endlich stoppen", sagt Lynn Offermann (12) aus der 6. Schulklasse des "Ale Lycées" in Esch/Alzette. Die Luxemburger Kids hatten zuvor Umweltminister Charles Goerens besucht und ihn aufgefordert, auf dem Urwaldgipfel endlich Maßnahmen für den Schutz der Urwälder zu ergreifen. Der Kampf gegen Abholzung und illegalen Holzeinschlag ist allerdings einer der umstrittensten Punkte der UN-Konferenz, auf der seit dem 7. April über die Umsetzung des 1992 unterzeichneten "Abkommens zur Biodiversität" verhandelt wird. Die am Mittwoch angereisten Minister wollen nun binnen zwei Tagen zu einer Lösung gelangen.

